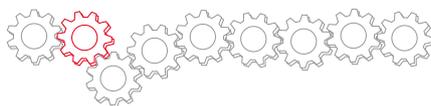


# Les cahiers d'histoire



# de la métallurgie



numéro 59 | mars 2018



Manifestation, 17 mai 1968 © M. Delius | coll. IHS CGT-Métaux

## Mai-Juin 1968. Cinquante ans après

p. 9-11



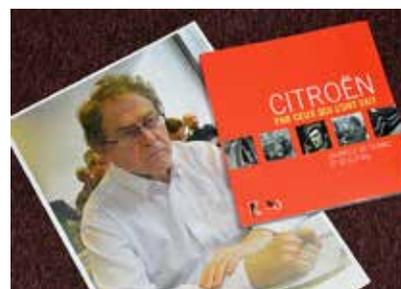
### 41<sup>e</sup> congrès p. 6

Un rapide bilan de notre participation au 41<sup>e</sup> congrès fédéral à Dijon



### Archives. Alcatel p. 12

Les camarades d'Alcatel à Lannion témoignent sur leur opération de sauvegarde des archives syndicales. Un modèle à suivre !



### Décès p. 13

Allain Malherbe nous a quittés au début de l'année 2018

# SOMMAIRE :

mars 2018 | n° 59

## ACTUALITÉS

- 2 Sommaire
- 3 L'édito
- 4 Floquet-Monopole GM&S
- 5 Une rue Ambroise-Croizat
- 6 41<sup>e</sup> congrès fédéral

## HISTOIRE

- 8 Pierre Overney
- 9 Mai-juin 1968. Cinquante ans après
- 12 Alcatel-Lannion

## DÉCÈS

- 13 Allain Malherbe

## À LIRE, À VOIR

- 15 Métier : archiviste  
Les damnés de la Commune

# PENSEZ À VOTRE COTISATION 2018 !

## ADHÉSION



POSSIBILITÉ DE PRÉINSCRIPTION  
POUR UNE DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT  
Avec un relevé d'identité bancaire IBAN



Nom & prénom : .....

Organisation : .....

Adresse : .....

Tél. : .....

Mail : .....

Organisations de + de 50 adhérents : **82 €**

Organisations de - de 50 adhérents : **22 €**

Individuel : **22 €**

Règlement à l'ordre de : **IHS CGT Métallurgie**

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT MÉTALLURGIE | 94 RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD 75011 PARIS



**Cahier d'histoire de la Métallurgie n° 59** réalisé par **IHS-CGT Métallurgie**

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

01 53 36 86 38 | [ihs.gas@free.fr](mailto:ihs.gas@free.fr) | <https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>

Rédaction : Roger **Gauvrit** | Emeric **Tellier** | Claude **Ven** | Maquette : Rudy **Jean-François**



Par Claude Ven

# HISTOIRE ET MÉMOIRE(S)

Il y a tant de choses en cette année à vouloir s'approprier le cinquantenaire de 68. Les initiatives, documentaires, articles et analyses vont se multiplier. Chacun l'abordera à sa manière, avec ses préoccupations, ses objectifs. Ce qui semble assuré, c'est l'utilisation politique qui se dessine. Nous serons une nouvelle fois abreuvés de la primauté du mouvement étudiant. On nous a déjà rappelés que sans eux point de mouvement de masse. Même si Alexis Corbière considère que militer à l'UNEF était aujourd'hui une perte de temps. Les grands anciens à la Cohn-Bendit et les « grands politiques » ont encore de beaux jours devant eux et on ne manquera pas de leur offrir la parole sur l'ensemble des médias.

Toutefois de grandes espérances se font parfois jour d'un printemps 2018 qui s'allumerait à des braises encore chaudes cinquante ans après.

Méfions nous des parallèles.

Le regard historique peut-il être source d'enseignements ?

Si nous sommes aujourd'hui dans un monde instable, un monde en guerre, où les nationalismes et les replis sur soi se développent, n'oublions pas que la fin des années 60 n'était pas épargnée. Trump aujourd'hui nous inquiète, mais dans cette même Amérique, 1968 vu le massacre de Mỹ Lai au Vietnam, le poing gainé de noir brandi par les athlètes afro-américains aux jeux olympiques et l'élection de Nixon après les assassinats de Martin Luther King et Robert Kennedy. La guerre froide brûlait de tous ses feux

et les chars soviétiques écrasaient le printemps de Prague. Si les mouvements contestataires se multipliaient aux quatre coins du monde, ils se nourrissaient d'un besoin de changement social et culturel.

En est-il de même aujourd'hui ?

La volonté de « dédagisme » infligé au monde politique ces derniers mois et les difficultés de mobilisation face aux attaques sans précédent du droit social ne traduit pas une véritable aspiration de révolution sociale.

Ce constat et ces interrogations ne manqueront pas de percer dans le débat que nous organisons sur 68 à l'occasion du repas des anciens le 1<sup>er</sup> mars.

Malheureusement, cette nouvelle initiative se tiendra en l'absence d'un camarade secrétaire de notre IHS. Lui aussi avait connu cette période. Il était rentré chez Citroën quelques mois plus tôt et les événements de mai seront, en partie, à l'origine de son engagement politique et syndical. Allain Malherbe ne nous apportera plus son analyse, sa lucidité et sa riche connaissance de l'histoire sociale de notre pays. Il a été inhumé le 14 février à Châteaubriant où il avait de profondes attaches familiales. Nous lui rendrons hommage dans les prochaines semaines afin que chacun puisse saluer sa mémoire. Le livre sur Henri Gautier qui sortira en automne y participera également, car c'était un travail que la maladie l'a empêché d'accomplir. Merci à toi Allain, notre IHS et l'association Citroën te doivent beaucoup. ■



## FLOQUET-MONOPOLE À POISSY

I étaient salariés de l'usine Floquet-Monopole à Poissy (Yvelines). Cette usine, implantée en 1920, produisait des segments, des pistons, des axes de piston, des chemises et des soupapes.

Résistants, ils donnèrent leur vie pour la paix et la liberté : Pierre Lelong le 9 juin 1940, Georges Constanti et Jean-Claude Mary le 21 août 1944, Lucien Legendre le 31 mars 1945 et Jean Guerin le 31 juillet 1946. La plaque commémorative apposée au sein de l'entreprise depuis plusieurs années est désormais visible par tous, grâce au soutien de la municipalité. ■



À l'occasion de la cérémonie officielle © DR

## GM&S | VOUS NE NOUS ENLÈVEREZ PAS NOTRE HUMOUR

Ils étaient venus de la Souterraine. Une équipe de lutteurs, toujours en action. Le samedi 10 février au soir, ils ont investi le cinéma l'Écran à Saint-Denis pour présenter les premières séquences du film que leur consacre Lech Kowalski. Ce cinéaste les a accompagnés durant six mois de leur combat pour sauvegarder leur emploi et l'avenir de leur entreprise, équipementier automobile. Sur 357 salariés, seuls 120 sont repris dans une entreprise au ralenti, sans commandes à la hauteur, contrairement aux engagements pris. L'État, Renault et Peugeot laissent pourrir la situation.

C'est debout qu'ils ont applaudi les spectateurs qui pénétraient dans la salle, les accueillant avec sourires, slogans et remerciements. Le groupe de rock « Low Society » rajoutait ambiance et force à cette entrée en matière.

Ils ont eux-mêmes organisé la soirée, salariés repris ou licenciés, demandeurs d'emploi, en difficultés financières, familiales, parfois contraints de vendre leur maison. Et ils nous ont donné la pêche. Il transpirait à l'occasion de cette projection tant de volonté, de détermination, d'amitié et d'humour que nous en sommes tous sortis reconnaissants à cette équipe formidable.

Après le visionnage et avant que la musique ne reprenne sa place, ils ont organisé un débat, celui qu'ils n'ont jamais obtenu, entre salariés, donneurs d'ordre et gouvernement. Animé par Daniel Mermet, l'échange, où ils tenaient tous les rôles, faute de contradicteurs, portant un

masque blanc pour les rôles les plus ingrats, méritait le détour.

C'est avec impatience que nous attendons la version finale de ce documentaire prévu à la diffusion sur Arte. On y voyait Yann, consterné par le comportement des médias, essayant de faire passer le message des salariés en lutte et concluant l'entretien en indiquant, désabusé, aux camarades : « encore un qui a commencé « journalisme » hier soir ». On y entend Vincent déclarant aux journalistes après un énième entretien stérile avec le gouvernement : « vous n'arriverez pas à nous enlever notre humour ».

La démonstration est superbe : ils ont défendu leur emploi, leur dignité, leur avenir et celui de leurs enfants et ils ont gardé leur enthousiasme et leur humour. Merci camarades. ■



© FTM-CGT



Par Louis Dronval

# UNE RUE AMBROISE CROIZAT À SAINT-NAZAIRE

**E**n 2012, à Saint-Nazaire, nous avons créé, avec quelques camarades de la CGT et du PCF, un comité local Ambroise Croizat. Notre but, face aux remises en cause incessantes de la protection sociale dans ses grandes dimensions, était ambitieux : faire prendre conscience aux salariés du rôle indiscutable joué par Ambroise Croizat, secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie et ministre PCF « des Travailleurs », le seul que la France ait connu jusqu'à présent.

Notre comité local a été à l'initiative d'un colloque à Saint-Nazaire, co-organisé avec l'IHS Métallurgie et l'Union départementale de Loire-Atlantique, avec pour intitulé : « Ambroise Croizat ou l'innovation sociale ».

Celui-ci a permis d'articuler trois thèmes : la création des comités d'entreprise et leurs rôles, les comités d'entreprise et le tourisme social, la sécurité sociale.

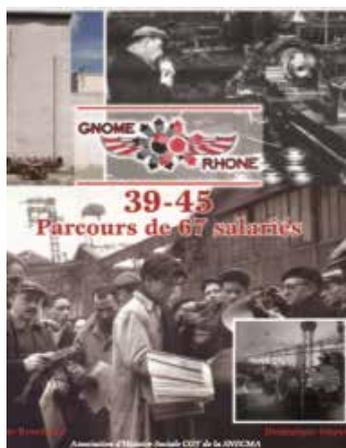
Notre comité local s'est attelé à revendiquer le fait qu'un lieu public sur la commune porte le nom d'Ambroise Croizat. Cela est chose faite aujourd'hui, après la délibération du conseil municipal du 17 novembre 2017. Une rue portera donc le nom de notre camarade à Saint-Nazaire.

À l'heure où les attaques se font de plus en plus rudes et pressantes contre les acquis des salariés, un retour sur l'histoire est utile.

La persévérance doit faire partie de notre quotidien ! ■



Ambroise Croizat © DR | coll. IHS CGT Métaux



L'Association d'histoire sociale Snecma fait paraître un nouvel ouvrage. À travers les biographies de 67 travailleurs de Gnome et Rhône Kellermann (Paris XIII<sup>e</sup>), devenue la Snecma à la Libération et aujourd'hui Safran, ce livre nous révèle un pan d'histoire de notre pays, les souffrances, le courage de ces hommes, de ces militants, fusillés ou déportés, des ouvriers requis pour le STO comme des morts au combat, des victimes du racisme et des morts sous les bombardements.

Fruit du travail de Serge Boucheny et Dominique Guyot, cet ouvrage est disponible en souscription au prix de 8 € (au lieu de 10 €) + 7 € de frais de port. Pour toute commande : AHS CGT SNECMA, c/o M. Claude Godard – Résidence Bellefille, 37 avenue Foch 77370 Nangis.



# 41<sup>e</sup> congrès fédéral. Un bilan positif !

L'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie a été partie prenante du 41<sup>e</sup> congrès de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie, organisé du 20 au 24 novembre 2017 à Dijon. Un soin particulier avait été accordé à la préparation de cet événement, avec comme objectif de mieux faire connaître cet outil au service de l'histoire et de la mémoire, mis sur pied par la Fédération en 2001.

## Notre stand

Entre l'Union Fraternelle des Métallurgistes (UFM) et celui de l'Association Ambroise Croizat (AAC), non loin de l'espace fédéral, notre stand était bien placé ! Nous avons pu compter sur le renfort de plusieurs camarades membres de l'Institut d'Histoire Sociale de Côte-d'Or qui se sont relayés toute la semaine, ainsi que sur trois camarades du Puy-de-Dôme venus vendre leur ouvrage sur la lutte des Duceillier.

Outre les deux ouvrages de Jean Belin sur l'histoire de la Bourse du Travail de Dijon, nous avons mis à disposition des congressistes une sélection de livres, de brochures ainsi qu'un coffret DVD, avec un certain succès.

De nombreuses brochures publiées par l'Institut étaient proposées en libre accès : *L'extrême-droite au travail, Comités d'entreprise, Histoire d'une IRP pas comme les autres, Les métallos face à la grande guerre ou encore Les métallos du Front populaire à la Libération*. Le dernier numéro des *Cahiers d'histoire de la métallurgie*, n° 58, avec un dossier en forme de bilan d'activités de l'Institut depuis le 40<sup>e</sup> congrès au Mans, était également disponible. En tout, plusieurs centaines de brochures ont ainsi été prises sur

notre stand tout au long de la semaine. Preuve de leur intérêt, un camarade est venu nous solliciter pour écrire un tract sur l'histoire du patronat de la métallurgie, en réponse à une opération de communication de l'UIMM locale. Il a pu repartir avec notre dernière brochure, intitulée *UIMM. Histoire du patronat de la métallurgie* !

L'Institut a également mis en vente une série de cinq cartes postales (0,50 centimes l'unité, 2 euros le lot) portant sur le thème du parc de loisirs et de culture Henri-Gautier de Baillet ainsi que la reproduction de l'affiche réalisée par l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie de la région parisienne en 1968 après les grèves de mai-juin (3 euros l'unité). Si les ventes ont été en deçà de nos prévisions, ces retirages auront au moins permis de faire quelques heureux. C'est ainsi qu'un jeune camarade, membre de la délégation nord-américaine, est reparti avec dix affiches sous le bras, pour les distribuer aux membres de la direction locale de son organisation. Si vous êtes intéressés, n'hésitez pas à nous solliciter.

## Deux expositions

L'Institut a également présenté deux expositions dans le couloir menant à la salle de restauration. La première, intitulée « Un statut pour tous les métallos ! » retrace l'histoire de la revendication tenace des métallurgistes pour obtenir une convention collective nationale. Elle est accompagnée de la brochure éponyme disponible sur le site internet fédéral (<https://ftm-cgt.fr/display-document?document=Document-88>) et est mise à disposition des syndicats et des territoires qui souhaiteraient l'installer le temps d'une initiative. N'hésitez pas à nous solliciter ! La seconde exposition, intitulée « De mémoire et d'oubli. Baillet, patrimoine des métallos », avait déjà été présentée une première fois en salle Jean-Borne, au 94 rue Jean-Pierre Timbaud, à l'occasion du colloque international « Peut-on écrire une histoire française du patrimoine soviétique ? ». Elle rassemble, sur six panneaux, six panneaux de citation, six affiches originales et une vitrine, des fragments de l'histoire peu commune de ce parc de loisirs et de culture Henri-Gautier à Baillet-en-France (Val-d'Oise) et de ses bas-reliefs issus du pavillon soviétique de l'Exposition internationale de Paris de 1937. Le guide de l'exposition a été mis à disposition, tandis qu'un film intitulé « Jours de fête », réalisé par l'Institut à partir du fonds iconographique de la Fédération, a été projeté aux congressistes lors de l'allocution de Claude Ven. ■





## Une intervention au congrès saluée

Cette dernière, prononcée le mercredi 22 novembre en fin de matinée est disponible en version écrite (<https://ftm-cgt.fr/41e-congres-federal-intervention-claude-ven/>) ainsi qu'en version audiovisuelle sur le compte youtube de la fédération à l'adresse suivante : [https://www.youtube.com/watch?v=-aL\\_nGHJFpl](https://www.youtube.com/watch?v=-aL_nGHJFpl) (début à 3:16:26).

L'intervention, qui avait pour fil conducteur le parcours d'Henri Gautier, a mis l'accent sur l'importance, dans l'histoire, de l'unité des travailleurs pour construire le rapport de forces, ainsi que sur la nécessité, dans les périodes complexes et difficiles, de poursuivre sans relâche la lutte, l'organisation, la formation, la propagande, pour préparer les grandes victoires de demain.

Elle a été vivement saluée par les congressistes et à sa suite, les jours suivants, plusieurs interventions ont évoqué l'importance de l'histoire et de l'Institut d'histoire sociale de la métallurgie. Notre activité a également été évoquée à trois reprises. Tout d'abord lors du film de lancement du congrès, durant lequel, au travers d'une séquence où l'on peut écouter Hélène Stern, la richesse des fonds d'archives de la Fédération ainsi que l'installation de magasins à rayonnages mobiles est présentée. Ensuite, lors du film de lancement du débat sur la convention collective nationale, où l'IHS revient, sur plusieurs séquences, sur l'histoire de la revendication. Enfin, le journal télévisé du jeudi matin a accordé une belle place à une interview d'un camarade du Puy-de-Dôme évoquant le livre sur les Ducellier.

Notre institut ne peut que se féliciter de la place qui lui a été accordée lors de ce 41<sup>e</sup> congrès fédéral !

### Du travail en perspective !

Le congrès s'achève avec, à la clé, pas mal de travail en perspective ! Le congrès a ainsi été l'occasion pour plusieurs camarades de prendre conscience de l'urgence de préserver, de trier et de valoriser les archives des syndicats d'entreprise ou des territoires. Plusieurs ont d'ores-et-déjà sollicité l'Institut pour organiser des journées ou des demi-journées de formation à l'archivistique et pour éventuellement récupérer des fonds d'archives.

D'autres, à l'image du syndicat Renault Le Mans, convaincus de l'intérêt pour l'organisation de se saisir de son histoire pour éviter que d'autres ne le fassent à sa place, s'engagent



Une partie de l'équipe sur le stand

© DR | coll. IHS CGT Métaux

dans un travail de recherches historiques, en sollicitant le soutien de l'Institut. À ce sujet, l'Institut a fait paraître un guide pratique, *Écrire l'histoire*, qui propose d'acquérir des bases méthodologiques en histoire et d'accéder à une sélection d'une centaine de sites internet permettant d'effectuer des recherches en ligne. Il est disponible au prix de 5 €.

Pour accomplir ce travail, il est important de poursuivre le renforcement de notre Institut. Le congrès a été l'occasion de renouveler la cotisation de six adhérents et d'obtenir onze nouvelles adhésions. Ce résultat est à saluer, mais il reste insuffisant. Avec 60 000 adhérents et plusieurs milliers de bases syndicales à notre fédération, notre Institut ne peut se satisfaire de ses deux cents adhérents individuels et collectifs. L'année 2018 doit être celle de l'adhésion ! Pour cela, nous comptons sur nos adhérents. Si chacun d'eux se faisait le porte-parole de notre Institut d'histoire sociale et gagnait une adhésion, nous pourrions compter facilement une centaine de membres supplémentaires. Alors, à vos arguments, à vos fiches d'adhésions ! ■

# PIERRE OVERNEY

**L**e 25 février dernier, un hommage a été organisé à la mémoire de Pierre Overney, sur sa tombe au cimetière du Père-Lachaise à Paris. Rappelons ici, en quelques phrases, son parcours tiré de sa biographie établie par le Maitron.

Né le 27 avril 1948 à Montcornet, son père, Gustave Overney, est ouvrier agricole et sa mère, Simone née Delabrosse, sans profession. Ils vécurent modestement en Picardie, dans les environs de Château-Thierry. La famille comptait cinq enfants. Pierre Overney quitta l'école primaire à quatorze ans, après le certificat d'études primaires. Il débuta une formation à l'école professionnelle de Château-Thierry durant deux années, mais ne termina pas.

Il travailla deux ans comme OS à l'usine Erka de Charly-sur-Marne qui fabriquait des remorques de voitures, puis quelques temps à la biscuiterie Belin de Château-Thierry. En juillet 1966, il s'établit à Paris (XV<sup>e</sup> arr.) et se fit embaucher à l'usine Citroën, rue Gutenberg (XV<sup>e</sup> arr.). En janvier 1968, il partit au service militaire, près de Valenciennes. Il fit un supplément de deux mois pour insubordination.

À son retour, en juin 1969, Pierre Overney retrouva sa place chez Citroën où il prit contact avec la Gauche prolétarienne. Il participa largement à l'activité de l'organisation à partir de cette date, dans l'usine et au dehors. Il fut licencié de l'usine en septembre 1969 pour avoir détérioré les voitures des cadres et agents de maîtrise de l'usine.

Il fut ensuite embauché chez Renault, à Billancourt, le 7 novembre 1969 et affecté. Dénoncé pour vente de journaux politiques dans l'entreprise et licencié pour cette raison de la Régie Renault pour « faute grave », le 23 juin 1970.

Il entra alors comme chauffeur livreur à l'agence de publicité TBWA, puis comme intérimaire à l'usine Kléber de Bois-Colombes, qu'il quitta en septembre 1971. Il participait au « détachement de Gennevilliers » de la Gauche prolétarienne qui organisait des petits sabotages en usine et continua à militer, de l'extérieur, à l'usine de Billancourt. Il participa ainsi à l'introduction clandestine de Jean-Paul Sartre, accompagné de journalistes, pour témoigner de la condition ouvrière chez Renault le 14 février 1972.

Le 25 février 1972, la Gauche prolétarienne appela à une manifestation en commémoration de la manifestation antifasciste du métro Charonne en 1962. Pour mobiliser à cette occasion,

elle décida d'investir physiquement l'usine Renault Billancourt. Pierre Overney travaillait alors comme chauffeur livreur aux Blanchisseries de Grenelle. Il fit partie des militants qui entrèrent en force par la grille de l'entrée, rue Émile Zola. Un des chefs gardiens, Jean-Antoine Tramoni, abattit Pierre Overney d'une décharge de pistolet.

Ce meurtre eut un immense écho dans l'opinion et le 4 mars 1972, lors de ses obsèques à Paris, une manifestation évaluée à 200.000 personnes suivit son cercueil jusqu'au cimetière du Père Lachaise. Son assassin passa en jugement en janvier 1973. Le jugement condamna Tramoni à une peine de quatre ans d'emprisonnement. La Régie Renault, jugée « civilement responsable », dut verser des indemnités à la famille de Pierre Overney. Tramoni bénéficia ensuite d'une libération conditionnelle en octobre 1974 mais fut exécuté en mars 1977 par un commando des NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire) dont les membres ne furent pas retrouvés. ■



La tombe de Pierre Overney © R. Gauvrit

# MAI-JUIN 68. CINQUANTE ANS APRÈS

**Q**uelles leçons tirer, cinquante ans après mai-juin 1968, et alors que les attaques s'accroissent, détricotant toujours plus nos droits ? Formes des luttes, objectifs revendicatifs, exercice de la démocratie, unité, perspectives politiques sont quelques-uns des aspects pouvant être interrogés.

Mais pour bien appréhender ce puissant mouvement social, on doit se placer dans le temps long. Car si l'événement a des bornes chronologiques bien établies, il plonge ses racines sur plusieurs années, tandis que ses effets se déploient jusqu'à nos jours. Cela suppose aussi de saisir les différentes dimensions – sociale, économique, culturelle – de ce printemps inédit et d'envisager la pluralité de ses acteurs.

## « Quand la France s'ennuie... »

Cette formule, tirée du journal *Le Monde* du 15 mars 1968, est restée célèbre. Elle pourrait donner l'illusion que les grèves éclatent dans un ciel sans nuages. Il n'en n'est rien.

Dix ans plus tôt, la sale guerre s'enlisait en Algérie, débouchant sur le retour du général de Gaulle et l'avènement de la V<sup>e</sup> République. Quatre longues années, ponctuées d'attentats de l'Organisation armée secrète (OAS) et de répressions policières, furent encore nécessaires pour gagner l'indépendance.

La grève victorieuse des mineurs en mars 1963, première défaite d'ampleur du pouvoir gaulliste, a donné le signal d'un renouveau. Cette même année, « les tams-tams de la colère » résonnent à la SNCASE de Toulouse, tandis que chez Neyrpic à Grenoble la lutte popularise l'enjeu de la reconnaissance du syndicalisme dans l'entreprise.

La recrudescence est encore plus significative en 1967. Au printemps, un conflit très suivi chez les ICT paralyse la métallurgie nazairienne deux mois durant. En parallèle, les mineurs de fer et sidérurgistes lorrains se mobilisent, tout comme les Dassault à Mérignac qui, après trois mois de lutte, font plier le patronat. Les débrayages et les manifestations se poursuivent au premier semestre 1968 – comme à la Saviem à Caen – et la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Paris, la première autorisée depuis son interdiction en 1954, est un franc succès.

## Des facteurs multiples

Cette montée des luttes est le fruit de facteurs multiples. L'unité syndicale est l'un d'eux. La CFDT, née en 1964 de l'abandon de la ré-

férence chrétienne et du sigle CFTC – ce que refuse une minorité qui en continue l'existence – se rapproche de la CGT jusqu'à sceller un pacte d'unité d'action en janvier 1966.

Cette combativité se nourrit aussi des inquiétudes suscitées par les mutations économiques et sociales alors à l'œuvre. L'économie mondiale s'essouffle, sur fond d'engagement militaire croissant des États-Unis au Vietnam, tandis que la construction européenne et la concentration croissante des capitaux entraînent restructurations et fermetures d'entreprises.

Le salariat subit de profonds bouleversements, avec la diffusion du travail à la chaîne, qui induit le recrutement d'ouvriers peu ou pas qualifiés – les ouvriers spécialisés – dont l'essentiel est puisé parmi la jeunesse, les femmes et les immigrants, ainsi que l'essor des ICT, dont la qualification peine à être reconnue. Nombreux sont les jeunes, marqués par 28 ou 30 mois de service militaire, à avoir l'esprit offensif, dans un climat où le rajeunissement de la société se heurte aux conservatismes et alimente de nouvelles revendications, féministes, écologistes ou encore antiautoritaires. Mais il faut attendre mai 1968 pour que les luttes estudiantines attisent les braises qui couvaient jusqu'alors.

Explosion démographique, conservatisme éducatif et avenir professionnel assombri : l'ambiance universitaire est, à Paris et en province, électrique au printemps 1968. L'occupation policière de la Sorbonne, le 3 mai, suivie par la brutale répression des manifestants sont un détonateur, avant que la situation ne bascule avec la « nuit des barricades » du 10 mai.

Le lendemain, grèves, occupations de facultés et manifestations ont lieu en réponse. Une grève générale est décidée pour le 13 mai, dix ans jour pour jour après le coup d'État à Alger. Si la forme est unitaire, le contenu diverge selon les multiples organisations présentes et la participation, importante dans la métallurgie, contraste selon les professions et les territoires.

## Comme une traînée de poudre

Le 14 mai, l'usine Sud-Aviation à Nantes est occupée, la direction séquestrée. Le mouvement s'étend alors aux usines Renault. Le 17 mai, le mouvement gagne la métallurgie à Paris (Rateau La Courneuve, Alstom Saint-Ouen, Chausson Gennevilliers, les usines Snecma, etc.) et en province (Berliet Vénissieux, Schneider au Creusot, etc.), ainsi que d'autres professions (transport, chimie, PTT).

Jour après jour, la grève et les occupations s'étendent : les usines Citroën, Peugeot Sochaux, Sud-Aviation, les chantiers navals, Alstom à Belfort, la sidérurgie lorraine. La Fédération CGT des métaux recense plus de deux millions de grévistes et, à l'exception de Simca, toutes les entreprises de plus de 500 salariés sont en grève. Le pays tout entier est arrêté.

**Le « constat » de Grenelle**

Le 24 mai, au soir, de violents affrontements secouent Paris, Nantes et Lyon. De Gaulle annonce alors la tenue d'un référendum en juin et d'une négociation tripartite. Cette dernière s'ouvre le 25 mai au ministère du Travail, rue de Grenelle. Les discussions sont âpres, seul un « constat » peut être dressé le 27 mai au matin. Il prévoit une hausse de 35 % du salaire minimum, qui sera désormais le même partout en France, une hausse de 10 % des salaires réels, la réduction du temps de travail, la révision des conventions collectives, le développement de la formation et la reconnaissance du droit syndical à l'entreprise. Des avancées notables, mais le compte n'y est pas.

Le combat continue donc, notamment dans les branches. Le 28 mai, une négociation s'ouvre entre les fédérations des métaux de salariés et l'UIMM. La CGT y rappelle les revendications des salariés et demande la conclusion d'une convention collective nationale, ce que le patronat refuse catégoriquement.

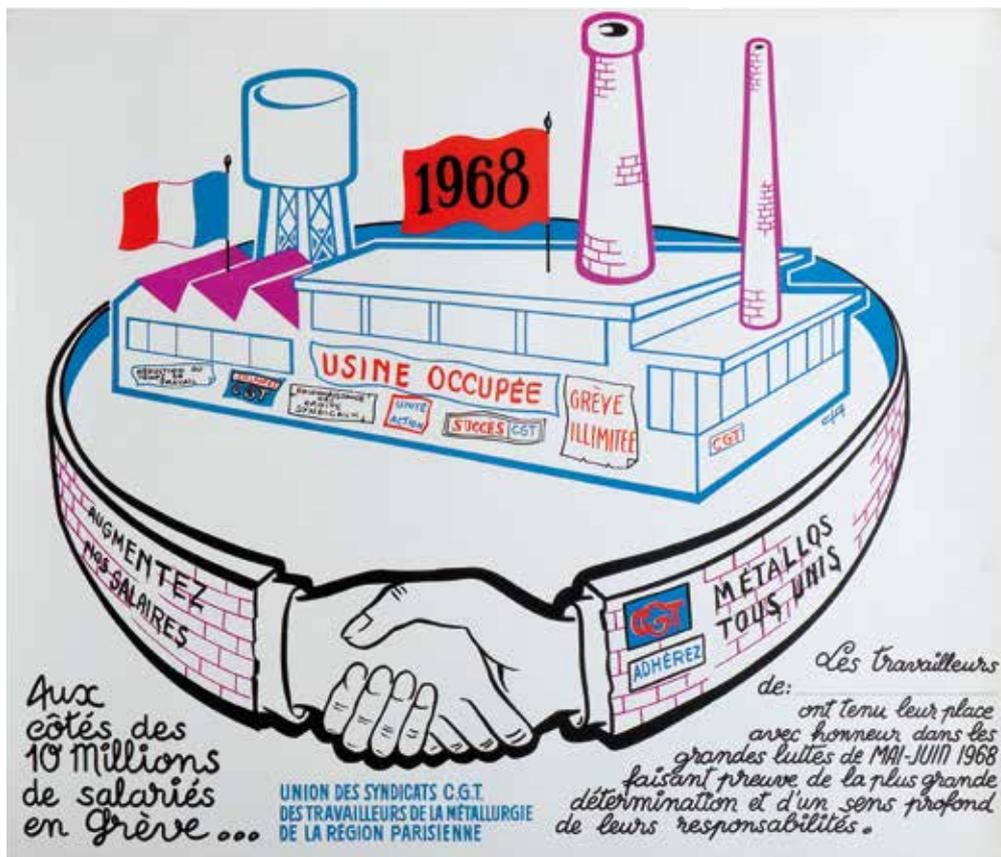
**La reprise en main**

Avec le « flottement » ressenti à la tête de l'État, les ambitions politiques qui s'expriment, la paralysie du pays, les 29 et 30 mai marquent un tournant. Mais la reprise en main ne tarde pas. De Gaulle annonce son maintien, la dissolution de l'Assemblée nationale, la refonte du gouvernement, tandis qu'une imposante contre-manifestation est organisée à Paris.

La campagne électorale annoncée, les négociations dans les branches et les entreprises reprennent. Dans la métallurgie, le patronat maintient son intransigeance. La lutte se poursuit donc, dans un climat émaillé de nombreuses violences anti-grévistes. Ainsi, le 11 juin l'intervention policière à Peugeot Sochaux se solde par la mort de deux ouvriers : Jean Baylot et Henri Blanchet.

La reprise du travail s'amorce lentement à partir de mi-juin, non sans expression de fortes minorités en faveur de la poursuite. Le 13 juin, le conflit s'achève chez Sud-Aviation à Nantes et les élections législatives des 23 et 30 juin donne une large victoire à la droite, au « parti de la peur ». Ce qui ne signifie pas pour autant la fin de la lutte...

Le bouillonnement de mai ne s'essouffle pas immédiatement. Le pays connaît, durant la décennie qui suit, une contestation aux multiples visages : mobilisations lycéenne et étudiante épisodiques, « insubordination ouvrière » selon la formule de l'historien Xavier Vigna, structuration d'un



Affiche de l'USTM de la région parisienne, 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux

nouveau mouvement féministe, libération de la parole sur les femmes et les sexualités, recours à la violence pour une minorité ou action non-violente contre le nucléaire et la guerre pour d'autres.

### Premiers acquis de mai

Dans de nombreuses entreprises, les acquis dépassent le « constat » de Grenelle, notamment en matière salariale. En moyenne, dans la métallurgie, les salaires réels augmentent de 12 %, la mensualisation est acquise pour de nombreux salariés « horaires », tout comme des réductions du temps de travail avec maintien du salaire (Manufrance Saint-Étienne, Thomson Colombes, Moulinex Alençon) ou des congés payés supplémentaires. Le système de préretraite a été étendu (Sud-Aviation) et le paiement intégral ou partiel des jours de grèves obtenu. Dans plusieurs entreprises des droits syndicaux ont été conquis, avec le droit de collectage des cotisations, de diffusion de la presse syndicale et de réunions sur les lieux de travail.

La Fédération CGT des métaux sort renforcée des grèves, avec plus de 100 000 adhésions et 600 bases nouvelles. Ces succès sont autant de points d'appuis dans les négociations qui se reprennent avec l'UIMM en septembre et qui aboutissent à cinq accords nationaux et à la convention collective nationale des ingénieurs et cadres en mars 1972.

L'unité acquise sur le plan syndical se poursuit, non sans difficultés, tandis qu'au plan politique, un programme commun de la gauche est signé en 1972 entre PCF, PS et radicaux de gauche.

### Insubordination ouvrière

La décennie 1968-1979 est marquée par une forte conflictualité. Mais au-delà de certaines luttes « phares », comme le Joint français à Saint-Brieuc, Lip à Besançon ou encore le Lazard, émergent dans les luttes sociales de nouveaux acteurs et territoires. L'ouvrier spécialisé, nouvelle figure ouvrière avec le conflit à Renault Le Mans en mai 1971, se bat pour de meilleures conditions de travail et dénonce la division des tâches et les cadences. Cette insubordination, composée de femmes, d'immigrés, de jeunes, oubliée des « Trente Glorieuses », gagne notamment des régions sans grande tradition de contestation et recourt plus fréquemment à l'illegalité et à la violence.

### Le patronat, entre carotte et bâton

Bousculé, le patronat entreprend de redorer son image auprès de la population et négocie

au niveau national plusieurs accords, sur l'emploi, la mensualisation des salaires ou la formation. Voilà pour la carotte.

Côté bâton, un véritable arsenal est déployé : presse patronale d'entreprise, instituts de formation des cadres aux méthodes antisyndicales, caisses antigrèves, guérilla judiciaire contre les droits syndicaux, implantation, particulièrement prisée par le patronat automobile, de syndicats-maison et de milices chargés de faire régner l'ordre et de briser la CGT.

On assiste enfin à la mise en œuvre d'une politique de restructuration-démantèlement de branches industrielles complètes, comme la sidérurgie, la construction navale, la machine-outil ou l'automobile.

L'impuissance à contrecarrer la casse de l'appareil de production et le licenciement de centaines de milliers de salariés met un terme au cycle de contestations ouvert au début des années soixante.

La crise économique, le chômage de masse, la rupture de l'unité syndicale et les désillusions politiques pèsent lourdement sur les décennies 1980 et 1990, sans que pour autant la puissance évocatrice des grèves de mai-juin 1968 ne soient entamées, même cinquante ans après. ■





# ALCATEL-LANNION. DES ARCHIVES SAUVEGARDÉES

**L**es archives du syndicat CGT de l'établissement Alcatel à Lannion (Côtes-d'Armor) étaient stockées en vrac dans un bâtiment que le groupe, dans le cadre de sa réorganisation, s'apprêtait à vendre. Si des dispositions n'étaient pas prises rapidement, ce fonds risquait tout simplement de prendre le chemin de la décharge, comme cela arrive malheureusement encore trop souvent.

Michelle Crochemore, par l'intermédiaire de l'Union fédérale des retraités, alerta l'Institut d'histoire sociale de la métallurgie. Cela déboucha rapidement sur une réunion, regroupant le syndicat et les retraités d'Alcatel, l'Union départementale et un représentant de l'Institut régional d'histoire sociale, au cours de laquelle l'archiviste nous donna des informations et des conseils sur la méthode à suivre, sur l'organisation des archives et sur les précautions à prendre.

La première décision a été de rapatrier au local syndical la dizaine de bacs de documents, afin de les sauvegarder. Ensuite un premier petit collectif s'est attelé à un tri de dégrossissage avant de procéder à l'archivage.

Après trois ans, avec la mobilisation de trois à cinq camarades et plus de quarante réunions, nous commençons à en voir le bout. Il reste encore quelques dossiers à classer et des photos à

identifier, mais on peut d'ores-et-déjà constater des lacunes, notamment entre 1962 et 1980.

Il nous reste également des questions à résoudre, comme par exemple :

- Comment traiter les documents qui sont, depuis 2015, tous numérisés ?
- Où héberger définitivement ces archives ?

Sur ce dernier point, il serait souhaitable que les archives restent à proximité car l'objectif du syndicat et des retraités est de retracer dans une brochure l'histoire des luttes d'Alcatel Lannion.

Car depuis 1961, date de l'implantation dans la région du groupe CGE et après une vingtaine d'années de développement - avec notamment l'absorption de LMT, LTT et un peu des Câbles de Lyon et de la Thomson - les plans sociaux se sont succédés (1979, 1984, 1989, 1992, 1997, 2017), ainsi que les fermetures de sites (Guingamp, Tréguier, Rennes, Brest), entraînant des luttes importantes qui méritent d'être retracées et de prendre toutes leurs places dans l'histoire ouvrière régionale. ■

Michel Le Gaouyat



Une partie de l'équipe au travail © DR



# ALLAIN MALHERBE NOUS A QUITTÉS

*Ce texte a été prononcé par Claude Ven, président de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie, en hommage à Allain Malherbe, le 14 février à Châteaubriant.*

**L**a vie militante est faite de nombreuses rencontres, mais aussi de déplacements, d'actions multiples. On croise beaucoup de camarades, mais on en mesure peu. Dans la tourmente de la lutte et des combats quotidiens, on n'a pas toujours l'opportunité de saisir la réalité de l'autre.

Avec Allain, nous nous sommes croisés de nombreuses fois. Mais notre rencontre remonte à mon élection à la présidence de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie dont il était un pilier.

C'était en 2011. Il m'a vu débarquer, comme parachuté, dans une équipe qui avait son rythme et ses équilibres. Il n'était pas hostile mais attentif. Nous avons patiemment construit, au fil des jours, une relation faite de respect, d'intérêt et, je le crois, d'une certaine complicité. Notre proximité dans le travail s'est accompagnée des difficultés et des souffrances que nous réserve parfois la vie, quand la santé se fait défaillante.

Je ne savais de sa vie que ce qu'il voulait bien livrer au hasard de nos échanges ou ce que des camarades m'en avait dit. On se forge une image de l'autre faite de bouts d'existences, d'anecdotes mais aussi de beaucoup de blancs.

Pour lui rendre hommage aujourd'hui, j'ai été amené à prendre connaissance de sa biographie. Je ne l'avais jamais fait auparavant. Je n'avais même pas idée qu'Allain puisse être dans le dictionnaire du mouvement ouvrier de Jean Maitron, dont il était un correspondant occasionnel.

J'ai inscrit : Allain Malherbe dans le champ de recherche du site sur internet et il m'a été donné de prendre connaissance de l'ensemble du parcours qui fut le sien.

Il y a juste 50 ans, il débutait comme ajusteur chez Citroën au quai de Javel dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris où il fut immédiatement happé par la nécessité revendicative et bientôt par l'action syndicale.

Dans les années dures qui suivront mai 68, adhérent à la CGT puis au parti communiste français, il prend une part active dans la lutte contre les mouvements d'extrême-droite. Citroën est



le lieu d'un affrontement terrible où le syndicat maison, la CFT, et ses nervis sèment la terreur dans les ateliers et jusque devant les usines. Avec Marcel Caille et Dominique Durand, il travaillera à dénoncer les agissements de ces brutes au service du patronat. Il témoignera au procès de Claude Lecomte en 1982, suite à l'assassinat de Pierre Maitre.

Allain ne renoncera jamais à son engagement politique et syndical, même s'il prendra de multiples formes au cours des années. À ses côtés, dans ses années Citroën, Gilbert Lauriac qui perdra la vie à moins de 40 ans dans un accident de la route, mais aussi Roger Gauvrit.

Et puis Catherine, qu'il épousera en 1978. Bientôt viendront Yann et Nolwenn.

Une époque où Allain s'est inscrit aux cours du soir. Ne souhaitant pas devenir permanent syndical comme il lui est proposé, il intègre Tourisme et Travail comme cadre en 1980. Mais le goût du savoir ne le quitte pas. Inscrit à Paris VIII-Vincennes, il obtient une maîtrise puis un DEA d'histoire.



En 1986, il entre au centre de rééducation professionnelle Jean-Pierre Timbaud à Montreuil, en charge du service médico-psycho-social. Cette nouvelle forme d'engagement le conduira à décrocher un diplôme de psychologue au CNAM en 2003.

Adhérent dès sa création en 1983 de l'Institut d'histoire sociale de la CGT, il s'investira dès 2005 dans celui de la métallurgie.

C'est dans le cadre de notre institut que l'association Citroën entamera, en 2012, la prodigieuse ambition de faire un livre sur l'histoire des salariés qui ont fait le grand constructeur automobile.

J'ai eu l'occasion d'évoquer l'admiration que j'ai éprouvée à l'égard de tous ses camarades qui se lançaient dans ce projet un peu fou. Ils sont parvenus à écrire collectivement, une histoire qui leur appartient. Collectivement, c'était là l'enjeu et la plus grosse difficulté du projet. Ils le mèneront jusqu'au bout. Allain, aux côtés de Roger Gauvrit et Jean-Yves Masson y tiendra un rôle majeur. Allain y laissera aussi beaucoup de ses forces.

Ils ressortiront tous fiers de leur travail et de leur identité. Cet ouvrage sera un succès largement diffusé. Mais la plus grande réussite reste l'aventure vécue tous ensemble.

Voilà. Voilà ce que j'ai découvert en consultant sa biographie. J'avais sous les yeux l'ensemble d'un parcours, d'une trace laissée dans le grand livre du mouvement social. Car Allain, avec tant d'autres, a pris sa place dans notre histoire commune. Aussi minime ou profonde qu'elle soit, elle participe d'un tout.

Il a fait sa part.

Une part active dans la réalisation d'ouvrages qui ont fait date, avec Marcel Caille pour *L'assassin était chez Citroën* et *Les truands du patronat*, avec Roger Linet sur *La résistance en enfer*, dans la grande aventure collective de *Citroën par ceux qui l'ont fait* et aussi par les biographies qu'il rédigeait pour enrichir le dictionnaire du mouvement ouvrier.

Malheureusement, il ne verra pas la sortie du livre sur Henri Gautier qui sortira dans quelques mois. C'était un projet pour lequel il avait commencé à s'investir mais que la maladie ne lui permis pas de poursuivre. On le savait impatient de voir enfin prendre corps cet hommage à un militant injustement ignoré.

Son engagement solidaire se concrétisera dès les années 70 dans ces actions en direction du peuple vietnamien et chilien. Puis par son travail

sur le projet de formation professionnelle des populations palestiniennes victimes de la guerre.

Il perpétua durant vingt ans les commémorations du 8 mai dans le centre de rééducation professionnelle, dont il fut un temps directeur par intérim et qui porte le nom de Jean-Pierre Timbaud. Le martyr de nos camarades dans une carrière à quelques kilomètres d'ici resta toujours présent à son esprit.

Mais tous ces jalons chronologiques sont loin de traduire la réalité d'une existence. Elles laissent de côté les réalités plus terre à terre du quotidien, l'implication enthousiaste ou parfois contrainte de la famille et des proches. La lutte pour la dignité et l'émancipation prend parfois des dimensions qui peuvent paraître excessives. Puis il y a eu la difficulté de maintenir un engagement quand la maladie vous diminue de jours en jours.

Allain a fait face. Il a rapidement mis en ordre ses affaires, il a préservé son travail, sa documentation, ses archives. Nous étions stupéfaits de le voir prendre acte et agir dans la perspective d'une disparition rapide alors que nous tenions un discours que nous voulions résolument optimiste.

La dernière ligne droite fut longue et douloureuse, pour lui, mais aussi pour Catherine, ses enfants et ses proches.

Je n'ai entrevu qu'une infime part de ce qu'il était.

Il occupait une place essentielle dans notre équipe à l'Institut d'histoire sociale de la métallurgie. Sa présence, son analyse et ses interventions lucides et réfléchies vont nous manquer. Mais aussi lorsqu'il avait débusqué le côté ridicule, absurde ou consternant de certains comportements, son regard malicieux qui pétillait et le sourire qui se dessinait sur ses lèvres.

Nous avons ri ensemble, je ne l'oublierai pas.

Un week-end au Canet-en-Roussillon pour la légion d'honneur de Françoise Bosman reste pour mon épouse et moi un précieux souvenir.

Nous sommes là, avec vous, Catherine, Yann, Nolwenn et Mélanie.

Le départ d'Allain, c'est une part de notre parcours qui prend soudainement les couleurs d'un passé désormais inaccessible. Quelques années pour certains, des décennies pour d'autres.

Nous n'avons pas fini de saluer ta mémoire camarade.

Au nom de la CGT, de la fédération de la métallurgie et de ton institut d'histoire sociale, merci à toi Allain Malherbe. ■

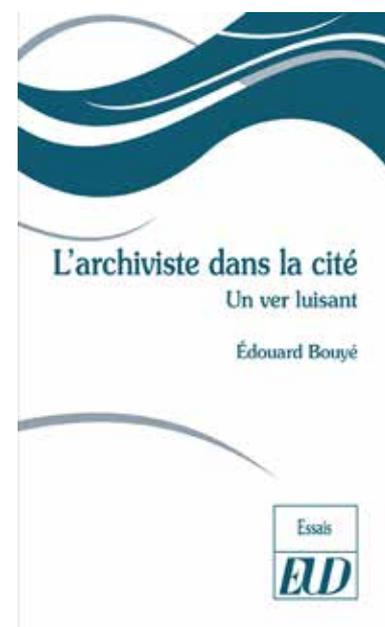


## MÉTIER : ARCHIVISTE

Le 14 novembre dernier, le quotidien *Le Monde* rendait public un document de travail du ministère de la Culture envisageant de « limiter l'archivage aux archives essentielles ». L'émoi suscité chez les archivistes comme chez les historiens a été l'occasion de braquer le projecteur sur l'importance du réseau des archives publiques en France et leur rôle.

C'est dire si la parution en février 2017 aux Éditions Universitaires de Dijon de l'essai d'Édouard Bouyé intitulé *L'archiviste dans la cité. Un ver luisant* tombe à point nommé. En tout juste cent pages, l'auteur, archiviste paléographe, directeur-adjoint des Archives départementales de la Vienne (1997-2000), puis directeur des Archives départementales du Cantal (2004-2013) et depuis juillet 2013 de celles de Côte-d'Or, s'interroge sur le métier d'archiviste et son devenir dans le contexte de la révolution numérique et de l'élargissement des publics.

Incisif, mobilisant volontiers métaphores et anecdotes, cet essai mérite d'être connu ! Pour ceux qui souhaiteraient approfondir, n'hésitez pas à lire la passionnante enquête d'Anne Both, *Le Sens du temps. Le quotidien d'un service d'Archives départementales*, parue en novembre 2017 aux éditions Anacharsis. ■



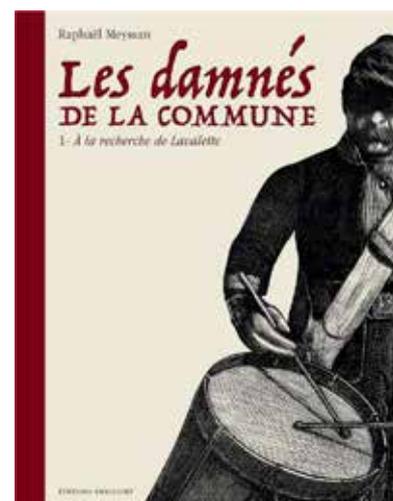
Édouard Bouyé, *L'archiviste dans la cité. Un ver luisant*, EUD, 8 €

## LES DAMNÉS DE LA COMMUNE

La Commune de Paris connaît une indéniabilité actualité dans le 9<sup>ème</sup> art. Outre l'incontournable *Cri du Peuple* de Jacques Tardi, paru entre 2004 et 2009, de nombreuses bandes dessinées ont abordés cet épisode de l'histoire sociale et politique, comme *Communardes !* de Wilfrid Lupano ou *Des Graines sous la neige* de Laëtitia Rouxel.

Raphaël Meyssan propose ici un travail tout à fait original, fruit de plusieurs années de recherches et de la numérisation de 15 000 documents, dont un grand nombre de gravures. Au travers de cette œuvre graphique en noir et blanc, réalisée par l'assemblage et la scénarisation de ces documents, nous suivons le parcours de Lavalette, de Victorine et de l'auteur lui-même, dans une quête biographique et historique passionnante.

Ce premier volume, qui s'arrête au 18 mars 1871, jour de l'insurrection parisienne, appelle donc une suite, que nous attendons avec impatience ! ■



Raphaël Meyssan, *Les Damnés de la Commune*, Delcourt, 23,95 €

Militants - Adhérents

— entre —

**VOUS**

— et —

**NOUS**

*un lien*

**indissociable**



[partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)



Essentiel pour moi

MACIF : MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort. Inscrite au registre des démarcheurs bancaires et financiers sous le n°2103371860HQ. Intermédiaire en opérations de banque pour le compte exclusif de Socram Banque.